

**CONVENTION**  
entre l'État du Grand-Duché du Luxembourg  
et l'association sans but lucratif  
« Festival de cinéma – Ville de Luxembourg »

**Entre les soussignés :**

l'État du Grand-Duché du Luxembourg, représenté par sa ministre de la Culture,  
désigné ci-après par « l'État »,

et

l'association sans but lucratif « **Festival de cinéma – Ville de Luxembourg** »  
représentée par son président, désignée ci-après « l'association »

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 – Durée de la convention**

La présente convention sort ses effets le jour de sa signature par les parties contractantes et vient à échéance le 31 décembre de l'année de sa signature.

Sauf résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par l'une ou par l'autre des parties contractantes au moins deux mois avant l'échéance de la présente convention, celle-ci est tacitement reconduite aux mêmes conditions pour une nouvelle année.

**Article 2.- Missions de l'association**

**1. Missions générales**

L'association s'engage à contribuer

- à la promotion de l'accès à la culture pour tous. Aucun citoyen ne doit renoncer à l'accès aux événements ou développements culturels pour des raisons financières, sociales, infrastructurelles, plus spécialement pour les tranches de la population souvent négligées. L'intégration des non luxembourgeois dans la vie culturelle au Grand-Duché est essentielle ;
- à la sensibilisation et motivation des jeunes générations pour les arts et la culture, tant comme futur public que comme participants créatifs ;
- à la promotion des artistes nationaux, leurs œuvres et leurs créations. Il s'agit de remettre les artistes au milieu de la scène culturelle ;
- au développement de la coopération, dans le cadre de projets précis avec les écoles et les institutions culturelles, et ceci avant tout au niveau local et régional ;
- à l'encouragement du dialogue entre les personnes de tous les contextes culturels et sociaux.

**2. Missions spécifiques**

L'association s'engage à

- 1 organiser annuellement un festival de film diffusant des œuvres cinématographiques internationales et nationales de haute qualité artistique à destination d'un public diversifié
- 2 mettre un accent particulier sur la mise en place d'une offre pédagogique de haute qualité, en organisant e.a. des ateliers participatifs d'éducation à l'image
- 3 soutenir la diffusion et la promotion d'œuvres cinématographiques luxembourgeoises
- 4 soutenir la professionnalisation des jeunes cinéastes
- 5 contribuer au rayonnement international du secteur cinématographique luxembourgeois
- 6 maintenir une collaboration active avec d'autres instituts culturels
- 7 maintenir des collaborations étroites avec le Centre national de l'Audiovisuel et les fédérations cinématographiques luxembourgeoises

- 8 adhérer au Kulturpass et adopter une tarification réduite jeune public
- 9 inclure au moins deux représentants du Ministère de la Culture, dans son Comité exécutif
- 10 mentionner sur toute publication relative aux activités du Festival, qu'elle qu'en soit la forme, le texte suivant: «*Avec le soutien du Ministère de la Culture*» et d'intégrer les logos respectifs en leurs garantissant une place de choix dans la hiérarchie visuelle du festival ;
- 11 diffuser un spot de promotion à définir par le ministère de la Culture, avant chaque projection de films dans les salles de cinéma à la Cinémathèque, au Ciné Utopia et à Utopolis et selon la grille de programmation ;
- 12 insérer gratuitement une pleine page d'annonce publicitaire dans le catalogue programme la manifestation
- 13 inviter les représentants du Ministère de la Culture aux événements, cérémonies officielles et remises de prix et leur mettant à disposition gratuite un contingent de pass du festival (à définir)

### **Article 3.-** *Participation financière de l'État*

La participation financière de l'État, telle que définie au présent article, est accordée pour financer l'exécution des missions telles que définies à l'article 2 de la présente convention et doit être utilisée par l'association à ces mêmes fins.

Sur base du budget prévisionnel définitif, élaboré par l'association conformément à l'article 5, l'État s'engage à accorder à l'association une participation financière d'un montant de 250.000.- euros.

Toute participation par des départements ministériels autres que celui de la Culture ou par une autre instance aux frais générés dans le chef de l'association et dans l'exécution des missions définies à l'article 2 de la présente convention doit être signalée sans délai au ministère de la Culture et doit être repris au bilan financier prévu à l'article 5.

### **Article 4.-** *Modalités de liquidation de la participation financière de l'État*

La participation de l'État est liquidée en deux tranches :

- une première tranche correspondant à 90 % de la participation financière de l'État est versée à l'association pour le 31 mars de l'exercice en cours (« N ») au plus tard;
- une deuxième tranche correspondant au solde (10 % de la participation financière de l'Etat) est versée après communication du bilan financier de l'exercice précédant (« N-1 ») tel qu'approuvé par l'assemblée générale, du rapport d'activités de l'exercice précédant (« N-1 ») tel qu'approuvé par l'assemblée générale ainsi que du questionnaire d'évaluation concernant l'exercice précédant (« N-1 »).

L'excédent disponible à la fin de l'exercice est reporté à l'exercice suivant.

### **Article 5.-** *Documents à communiquer par l'association à l'État*

L'association communique à l'État les documents suivants:

pour le 31 mars de l'exercice en cours (« N »):

le budget prévisionnel pour l'exercice suivant (« N+1 ») approuvé par le conseil d'administration. Ce dernier doit renseigner de façon précise et détaillée la nature des frais encourus par l'association du fait de l'exécution des missions décrites à l'article 2 de la présente convention ainsi que l'ensemble des recettes y compris celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 3 de la présente convention;

pour le 30 avril de l'exercice en cours (« N »):

- a) le bilan financier de l'exercice précédant (« N-1 ») tel qu'approuvé par l'assemblée générale,
- b) le rapport d'activités de l'exercice précédant (« N-1 ») tel qu'approuvé par l'assemblée générale,
- c) le questionnaire d'évaluation concernant l'exercice précédant (« N-1 ») remis par l'État et dûment rempli par l'association. Ce questionnaire concerne entre autres :
  - l'exécution par l'association des missions énumérées à l'article 2 de la présente convention,
  - les changements survenus au cours de l'année de l'exercice (changement de statuts, changement dans le conseil d'administration ou dans la direction, ...)
  - la collecte de données d'ordre statistique et financière sur l'association

pour le 15 décembre de l'exercice en cours (« N »):

le budget prévisionnel définitif pour l'exercice suivant (« N+1 ») tel qu'approuvé par le conseil d'administration tenant compte des recommandations éventuelles de l'État.

Les documents repris ci-avant doivent être complets, exacts et doivent être fournis sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'État.

#### **Article 6.-** *Comptabilité de l'association.*

L'association tient une comptabilité reprenant toutes les dépenses et toutes les recettes relatives à l'exécution de ses missions spécifiées à l'article 2 de la présente convention conformément aux dispositions du plan comptable uniforme du secteur social (pour détails voir <http://www.igf.etat.lu/cptaconv/cptaconv.htm>).

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

#### **Article 7.-** *Contrôle de l'emploi de la participation financière*

L'État se réserve le droit de procéder à un contrôle de l'emploi de la participation financière accordée à l'association.

Les agents du ministère de la Culture peuvent demander tous les documents comptables et autres pièces justificatives qu'ils jugent indispensables au contrôle de l'emploi de la participation financière.

#### **Article 8.-** *Restitution de la participation financière à l'État*

La participation financière accordée par l'État au titre d'un exercice doit être restituée intégralement ou en partie à la demande de ce dernier dans le cas où:

- a) les déclarations ou informations fournies par l'association se révèlent être inexactes ou incomplètes ;
- b) la participation financière n'est pas utilisée par l'association au financement de l'exécution des missions telles que définies à l'article 2 de la présente convention.

#### **Article 9.-** *Obligation d'information*

L'association informe l'État de tout changement majeur qui intervient au niveau de l'association et qui affecte l'exécution des missions de l'article 2 de la présente convention.

#### **Article 10.-** *Publicité*

L'association s'engage à mentionner sur toute publication, qu'elle qu'en soit la forme, le texte suivant: «Avec le soutien financier du ministère de la Culture» accompagné du logo du ministère de la Culture.

**Article 11.- Modification de la convention**

Des propositions de modification de la présente convention peuvent être présentées par l'association respectivement l'État au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente convention.

**Article 12.- Résiliation prématurée de la convention**

En cas de violation de l'une quelconque des présentes stipulations conventionnelles par une des parties à la convention, la partie non-défaillante est en droit de résilier la présente convention. Pour cela cette dernière somme préalablement par lettre recommandée la partie défaillante de se conformer aux stipulations conventionnelles concernées. La sommation doit obligatoirement contenir un délai. En cas de défaut de se conformer dans le délai imparti la partie non défaillante peut résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le **- 5 FEV. 2015**

Pour l'association



Président

Pour l'État du Grand-Duché de  
Luxembourg



Ministre de la Culture